

convention qu'il doit réunir prochainement dans cette ville. Il discourt longuement sur tous ces sujets, mais il est muet sur la grande question qui intéresse si vivement la population du Canada et de l'empire.

Il y a quelques jours, je me suis permis de lui en dire quelques mots et sa réponse a été qu'il demanderait l'avis du Parlement sur cette question, lorsque le budget de son département reviendrait en discussion. J'ignore quand mon honorable ami se propose de consulter le Parlement, mais je lui dirai que si le Gouvernement ne se met pas à l'œuvre immédiatement et ne prend pas les moyens pratiques d'encourager la construction maritime, il commettra contre le Canada et l'empire une faute que les électeurs de ce pays ne lui pardonneront jamais.

En présence du ministre de la Marine et des Pêcheries, que cette question concerne plus directement, j'affirme que le Gouvernement retarde la construction maritime au Canada, en imposant des droits douaniers sur les machines, les chaudières et les matériaux qui entrent dans la construction des navires. Si ces droits étaient abolis et si un encouragement suffisant était donné à cette industrie, dans quelques mois des chantiers surgiraient de toutes parts et nous aurions bientôt des navires dont le pays pourrait être fier et qui seraient d'un grand secours à l'empire.

Je ne suis pas seul à demander au Gouvernement d'encourager l'industrie de la construction maritime. Les honorables membres de la droite agissent comme s'ils étaient convaincus que je suis le seul au Canada à formuler cette demande. Ils semblent croire que ce que je dis ne vaut pas la peine d'être écouté et ils ne prêtent nullement l'oreille à mes sollicitations. Avant longtemps, ils entendront la grande voix du peuple canadien demander la même chose. Rien n'empêche le Gouvernement d'agir dès aujourd'hui. J'ai l'assurance positive que si le Gouvernement voulait accorder une aide quelconque, on entreprendrait immédiatement la construction des navires en fer dans la Nouvelle-Ecosse. Je connais des capitalistes qui se mettraient aussitôt à la construction de voiliers en bois, munis de moteurs, qui seraient d'un grand secours pour transporter les produits alimentaires du Canada sur les marchés européens. Le Gouvernement n'a rien fait, malgré que le ministre du Commerce ait été témoin de la hausse constante des tarifs de trans-

[L'hon. M. Pugsley.]

port sur le blé, sur les animaux, sur le bois et sur tout ce que le Canada expédie à l'étranger. Les taux de transport sont allés sans cesse en augmentant depuis la déclaration de la guerre et, aujourd'hui, ils sont mille fois plus élevés qu'ils n'étaient avant la guerre. Une pareille situation n'est-elle pas de nature à décider le Gouvernement à aborder cette question vitale, au lieu de consacrer son temps à l'étude théorique de questions qui n'ont aucune importance pratique?

Je demande pardon à la Chambre d'avoir parlé aussi longuement, surtout à une phase aussi avancée de la session. J'ai cru que le discours de l'honorable ministre du Commerce exigeait une réponse. Je ne puis pas admettre que le programme qu'il vient d'exposer est celui qui devrait être mis à exécution pour le développement industriel et commercial du pays. Je regrette d'avoir à différer d'opinion avec lui, dans un moment où il sollicite notre concours en termes si chaleureux. Rien ne me ferait plus plaisir que de lui accorder ce concours, s'il se présentait à nous avec un programme éclairé, basé sur les intérêts bien compris du Canada. Mais tant qu'il continuera à rester sourd aux réclamations de ceux qui ont à cœur l'expansion de notre commerce; tant qu'il réservera toute sa sollicitude pour notre marché intérieur; tant qu'il refusera de regarder au delà de nos frontières; tant qu'il persistera à ne tenir aucun compte du pays qui constitue notre marché naturel, avec lequel nous faisons déjà un commerce de centaines de millions de dollars, commerce auquel le moindre encouragement ferait prendre une énorme expansion; tant qu'il persistera dans cette voie, j'aurai le regret de ne pas partager sa manière de voir et de lui refuser mon concours.

M. STEVENS (Vancouver): A cette époque avancée de la session, je ne retarderais pas les travaux de la Chambre en prolongeant ce débat, si ce n'était d'abord que le ministre du Commerce a fait à la députation cet après-midi l'un des plus parfaits exposés des problèmes commerciaux du Canada et de l'empire qui aient été faits au pays depuis l'ouverture des hostilités.

Comme dans d'autres circonstances depuis le commencement de la guerre, non seulement le ministre du Commerce a imparfaitement fait connaître ses projets, mais il a prouvé qu'il les avait étudiés à fond à un point de vue national et économique dans un langage auquel l'esprit de parti n'avait aucune part, il a sollicité le con-